



N° 201

Le 18 octobre 1993

## LE MINISTRE HOCKIN DIFFUSE LE COMMUNIQUÉ DU GROUPE DE CAIRNS

Le Cabinet de l'honorable Tom Hockin, ministre du Commerce extérieur, a diffusé aujourd'hui le Communiqué du Groupe de Cairns, émis depuis Genève.

L'ex-ministre de l'Agriculture, M. Bill McKnight, a représenté le Canada, au nom du ministre Hockin, à la réunion du Groupe de Cairns, qui s'est tenue à Genève les 17 et 18 octobre.

- 30 -

Pour de plus amples renseignements, les représentants des médias sont priés de communiquer avec le :

Service des relations avec les médias  
Affaires extérieures et Commerce extérieur Canada  
(613) 995-1874

**13<sup>o</sup> RÉUNION MINISTÉRIELLE**

**GROUPE DE CAIRNS**

**GENÈVE, SUISSE**

**17 - 18 OCTOBRE 1993**

---

**GROUPE DE CAIRNS**

**ARGENTINE  
AUSTRALIE  
BRÉSIL  
CANADA  
CHILI  
COLOMBIE  
FIDJI  
HONGRIE  
INDONÉSIE  
MALAISIE  
NOUVELLE-ZÉLANDE  
PHILIPPINES  
THAÏLANDE  
URUGUAY**

**COMMUNIQUÉ DU GROUPE DE CAIRNS**

**18 OCTOBRE 1993**

Il reste à peine 58 jours pour mener l'Uruguay Round à bon port. La date du 15 décembre est une échéance inéluctable, qui ne peut être reportée. Il faut mettre à profit les deux mois qui restent pour achever le processus.

Tous les participants aux négociations ont le devoir de veiller à ce que l'opération réussisse. Le Groupe de Cairns appuie pleinement les efforts en ce sens du directeur général du GATT, M. Peter Sutherland, et il entend, comme cela est son habitude, oeuvrer de manière positive et constructive dans le court délai qui reste pour que l'Uruguay Round débouche sur une véritable libéralisation du commerce.

Il est ironique que, à cette étape cruciale, certains de ceux qui ont le plus à gagner - parmi les grands pays industrialisés - semblent également être ceux qui hésitent le plus devant le dernier effort à consentir pour conclure le Round. Il ne faut pas permettre que, dans ces pays, des groupes d'intérêts restreints viennent saboter l'achèvement des négociations.

Il appartient d'abord et avant tout aux grands pays industrialisés de montrer le leadership et la souplesse nécessaires pour mener à terme le processus enclenché par la Déclaration de Punta del Este en 1986. Cela est aussi évident aujourd'hui qu'à cette époque.

L'Uruguay Round est porteur de nombreux avantages pour l'économie mondiale. Un échec aura d'importantes conséquences économiques et politiques. Il faut agir maintenant si l'on veut régler rapidement les questions encore en suspens.

L'exercice doit aboutir à un ensemble de règles globales, équilibrées et acceptées à l'échelle multilatérale. Le Groupe de Cairns rejette, comme il le fait depuis 1986, l'idée que le dossier de l'agriculture puisse être mis de côté au profit d'accords intérimaires ou partiels.

Les négociations sur l'agriculture ne peuvent être menées sans la pleine participation du Groupe de Cairns et de toutes les autres parties concernées. En tant qu'intervenants majeurs dans le commerce agricole mondial, les membres du Groupe affirment que l'agriculture est davantage qu'une simple question transatlantique.

S'agissant du dossier agricole, il faudra, pour obtenir le succès recherché, négocier des engagements qui auront pour effet d'élargir l'accès aux marchés. Il s'imposera également d'accepter rapidement et définitivement toutes les dispositions du projet d'Acte final portant sur la libéralisation du commerce agricole, notamment en ce qui touche la réduction quantitative et budgétaire des subventions à l'exportation et les engagements relatifs aux mesures de soutien internes qui faussent les échanges.

Le Groupe de Cairns souscrit à l'accord déjà négocié sur les mesures sanitaires et phytosanitaires, qui constitue une partie importante du résultat global et ne peut être rouvert.

Pour mener à bien les négociations, il faut immédiatement trouver, en matière d'accès aux marchés, une solution d'ensemble importante qui élargisse les débouchés commerciaux de tous les participants.

Les différends sur l'élimination des obstacles non tarifaires au commerce et leur remplacement par des régimes purement douaniers constituent la principale entrave à un règlement global de la question de l'accès aux marchés en agriculture dans le délai qui a été convenu entre tous les pays participants. Il faut donc résoudre cette question rapidement, en éliminant les exceptions et en veillant à la mise en oeuvre correcte d'une tarification générale.

(Le Canada demeure d'avis, cependant, que les mesures de restriction des importations compatibles avec les disciplines inscrites dans un article XI clarifié et renforcé ne devraient pas être assujetties à la tarification, à condition d'être accompagnées d'engagements d'accès sérieux, conformément aux objectifs du Round concernant la libéralisation des échanges.)

La solution d'ensemble en agriculture doit améliorer l'accès à tous les marchés, pour tous les produits. Les offres et les résultats qui ont pour seul effet de maintenir des mesures qui restreignent fortement l'accès aux marchés de produits particuliers ne sont nettement pas acceptables.

Le Projet d'Acte final demeure la base qui permettra de conclure les négociations. Le Groupe de Cairns n'est pas partie à l'accord de Blair House, lequel renferme des dispositions qui dilueraient le Projet d'Acte final. Le Groupe ne pourra prendre position définitivement sur l'accord de Blair House, au cours de négociations multilatérales appropriées, que lorsqu'il aura été déposé et que tous les résultats en matière d'accès aux marchés seront connus et pourront par conséquent être évalués. Toutefois, c'est avec une vive inquiétude que nous assistons à de nouveaux efforts visant à affaiblir les disciplines inscrites dans le Projet d'Acte final en agriculture. Il est clair que ces efforts menacent sérieusement l'atteinte d'un résultat global acceptable en ce domaine.

Les ministres du Groupe de Cairns vont observer attentivement l'évolution des négociations au cours des prochaines semaines. Nous allons appuyer les pays qui feront des gestes positifs pour faire aboutir le Round, et nous coopérerons avec eux. Il est temps de former la plus grande coalition possible.

Le monde attend depuis trop longtemps, et la croissance économique et l'emploi souffrent de ces retards du Round. Le temps n'est pas aux plaidoiries spéciales, aux diversions et aux manoeuvres dilatoires, mais à l'action positive et constructive, génératrice de croissance économique.